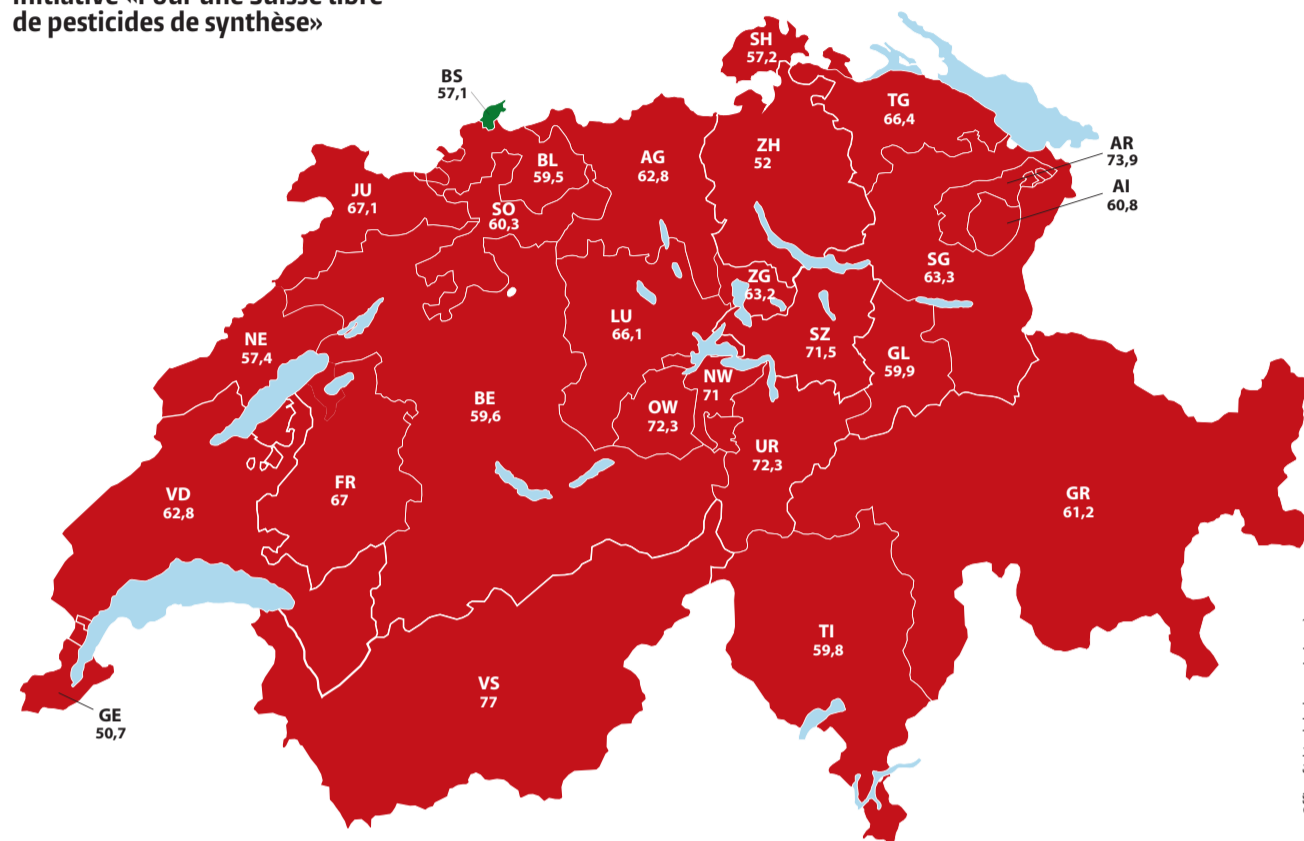


4 Votations fédérales

Pesticides: les graines d'un nouveau débat

AGRICULTURE Après une campagne particulièrement virulente, la population s'est opposée aux deux initiatives agricoles. Les discussions concernant la santé et l'environnement ne font cependant que commencer

Initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse»



BORIS BUSSLINGER, BERNE
@BorisBusslinger

Le combat a été long, acharné, voire violent. Puis il a tourné en faveur d'une majorité des paysans, favorables au deux fois non. Le pourcentage final n'est pas encore tombé mais la majorité des cantons a tranché. C'est non à l'initiative «eau propre» à 60,7% et non à l'initiative «pour une interdiction des pesticides de synthèse» à 60,6% des votants.

L'échec est cuisant pour les partisans d'une agriculture biologique, qui avaient bon espoir de remporter l'un ou l'autre scrutin. Leur combat n'aura cependant pas été vain. Jamais, ces dernières années, la production de nourriture n'avait été autant discutée en Suisse. La tendance ne devrait pas s'inverser dans le futur.

«On a déjà gagné»

Dans le centre bernois pour la production culturelle (PROGR) où s'étaient réunis ce dimanche les partisans de l'initia-

60,6%

Proportion de «non» à l'initiative populaire «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse».

60,7%

Proportion de «non» à l'initiative populaire «Pour une eau potable propre et une alimentation saine».

tiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse», l'espoir d'une victoire n'a jamais vraiment flotté. Le projet, rappelons-le, souhaitait l'interdiction généralisée des produits phytosanitaires de synthèse: dans la production agricole, à des fins d'entretien du paysage, mais aussi parmi les importations. Il avait l'appui des paysans bios.

Massés devant un grand écran diffusant la SRF, les militants masqués

aux couleurs de l'initiative ont vite déchanté. Les premiers chiffres confirment les sondages: la victoire ne sera pas au rendez-vous. «Mais on a déjà gagné, considère Jean-Denis Perrochet, initiant et vigneron bio neuchâtelois. Vu la couverture médiatique obtenue. Vu l'ampleur du débat en Suisse, c'est déjà est loin d'être terminé: «Nous surveillerons l'application de l'initiative parlementaire privilégiée par le Conseil fédéral, qui prévoit une réduction de 50% des phytosanitaires entre 2022 et 2027. Nous n'y croyons pas mais le pire n'est jamais certain.»

Le deuxième objet, «eau propre», n'avait pas même le soutien des paysans bios. Soutenue par les Vert-e-s et les vert-libéraux, l'initiative lancée par Franziska Herren, professeure de fitness bernoise, demandait de conditionner les paiements directs aux agriculteurs à trois critères: une production «sans pesticides», l'obligation d'alimen-

ter ses animaux avec du fourrage «produit dans l'exploitation», et l'interdiction d'administrer aux bêtes des antibiotiques «à titre prophylactique» ou de manière «régulière». Des exigences jugées déraisonnables par une écrasante majorité du monde agricole, bio compris.

«C'était David contre Goliath. Mais David finit toujours par gagner»

CÉLINE VARA, CONSEILLÈRE AUX ÉTATS (VERTS/NE)

L'initiateur solitaire n'est pas venu affronter les médias dans la capitale. Basé à Weggis (LU), le camp «eau propre» n'était représenté qu'indirectement à Berne ce dimanche, par quelques politiciens de gauche venus soutenir le «double oui». La sénatrice verte Céline Vara (NE) notamment. «C'était David contre Goliath, estime la Neuchâteloise. Mais David finit toujours par gagner. La discussion nationale autour de la nocivité des phytosanitaires représente, en soi, déjà une petite victoire.»

Toutefois c'est bien le camp du deux fois non qui a triomphé ce dimanche. Depuis la campagne d'Oberbottigen (BE), il a rapidement senti la victoire, dont le mérite revient pour beaucoup à l'Union suisse des paysans (USP). Suite à la vague verte de 2019, le lobby craignait un combat serré. Pour l'emporter, il avait fait le pari de s'opposer aux réformes contenues dans la nouvelle politique agricole 2022+, comme à de possibles contre-projets parlementaires aux deux initiatives. La stratégie était risquée, elle se sera avérée gagnante.

«C'est au-delà de ce que nous espérons, s'enthousiasme Francis Egger, vice-directeur de l'USP. Le premier défi était d'obtenir ce deux fois non, c'est réussi. Il faut désormais en tirer les conséquences. À partir de maintenant, nous devons poursuivre une agriculture plus durable. Ensuite, il faut absolument améliorer notre communication par rapport à la paysannerie. La population en a une vision soit idyllique, soit industrielle. Cela ne correspond pas à la réalité. Enfin, d'autres thèmes ont émergé durant la campagne

sur lesquels nous aimerions capitaliser, comme le gaspillage alimentaire ou les avantages du commerce de proximité.»

Le débat ne fait que commencer

Si les deux propositions anti-pesticides ont été sèchement défaits ce dimanche, le débat est loin d'être clos. Ces prochaines années, de très nombreux objets en lien avec l'environnement, la santé et les animaux seront en effet soumis aux Suisses. L'initiative «Biodiversité», qui souhaite préserver monuments, sites historiques, nature et biodiversité. L'initiative «Paysage», qui vise à circonscrire drastiquement le bâti en Suisse dans les zones agricoles. L'initiative «Glaciers», qui demande la disparition des gaz à effet de serre d'ici à 2050. Ou encore l'initiative «contre l'élevage intensif», qui demande l'harmonisation aux exigences bios des conditions de garde de tout animal agricole. Les paysans sauront bientôt manier le micro avec autant d'adresse que la fourche. ■

COMMENTAIRE

La victoire dans la défaite

Le monde paysan craignait un Armageddon, l'astéroïde n'a pas touché terre. Ce dimanche, les deux propositions anti-pesticides ont été terrassées par la majorité de la population. Un ouf de soulagement a parcouru la campagne, dont la majorité des représentants s'alarmait des conséquences d'un double oui depuis plusieurs années.

Les solutions proposées étaient peut-être trop drastiques, pas assez équilibrées, trop punitives. Il n'est plus temps de refaire le match. À l'heure du bilan, une conclusion s'impose cependant: la population a dit non mais la thématique l'a touchée.

Les paysans regrettent souvent d'être incompris par leurs concitoyens. La campagne a sondé les tréfonds de leur âme. Pollution des sols, extinction des insectes, chute de la biodiversité, défis quotidiens des travailleurs de la terre, concurrence internationale, nécessité – ou non – des phytosanitaires. Tous leurs maux ont été évoqués.

Si elle a parfois dérapé, la campagne a eu cela de bon: la ville s'est intéressée au monde rural. Difficile désormais de prétendre encore «ne rien connaître» à l'agriculture. Ou ne rien connaître à l'écologie. Paradoxalement, urbains et ruraux se sont peut-être un peu rapprochés.

Au-delà des divergences, le débat a par ailleurs mis en lumière une convergence. Celle de deux camps, écolos et ruraux, dont la manière ou les motivations diffèrent encore mais plus forcément le but: agir, pour préserver la terre. Les échanges ont été vifs, mais l'enjeu écologique n'a pas été remis en question. Oui, la Suisse doit essayer de faire mieux. Au moment de célébrer sa victoire, l'Union suisse des paysans le promettait ainsi spontanément: l'agriculture de demain sera plus durable.

Et si les actes ne devaient pas suivre cette promesse, la population est largement mieux informée aujourd'hui qu'elle ne l'était hier, avec toutes les clés en main pour s'assurer que ces mots ne restent pas lettre morte. En outre, nul besoin d'attendre: chacun de son côté de l'étal, distributeur et consommateur peut agir dès maintenant pour soutenir la transition. ■ B. B.

«Nous avons fait un grand pas en arrière»

REGARD Anthropologue à l'Université de Neuchâtel et spécialiste du monde paysan, Jérémie Forney revient sur le tournant qu'avait pris la campagne et regrette l'absence d'un débat approfondi sur nos modes de production et de consommation

PROPOS RECUEILLIS PAR OLGA YURKINA
@YurkinaOlga

Une campagne qui a embrasé les champs, d'une violence de propos rare pour une votation. Comment expliquer un tel émoi? D'abord, par la taille de l'enjeu. Les deux initiatives touchaient un point névralgique de l'agriculture, demandaient une transformation profonde des systèmes de production. Mais surtout, parce que le registre employé de part et d'autre a poussé vers ce clivage. Les producteurs se sont sentis accusés d'être des empoisonneurs à cause de leurs pratiques, ils ont réagi comme les victimes et la cible principale des écologistes.

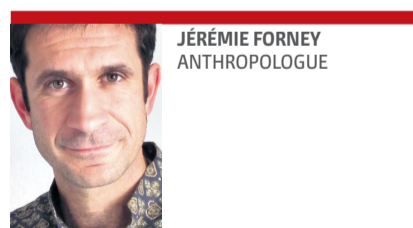
Le débat anti-pesticides s'est transformé en un débat anti-agriculture, s'est focalisé sur l'idée du poison d'une part et l'accusation d'extrémisme de l'autre. Alors qu'on aurait pu avoir une réflexion de fond sur les aspects environnementaux et de la santé, sur la durabilité des pratiques agricoles, sur le rôle central de ces produits de syn-

thèse dans notre système alimentaire et leurs effets.

Est-ce un signe que le modèle existant n'a pas d'alternatives fiables aux yeux des producteurs et de la société? Le résultat de la votation marque surtout le soutien aux agriculteurs. Nous ne sommes pas allés assez loin dans la réflexion sur ce que pourrait impliquer ce changement. Comment aurait-on pu adapter nos systèmes agricoles et notre manière de consommer, par exemple? Quelles seraient des alternatives ou des solutions pour les cultures sensibles afin d'assurer l'auto-alimentation? Comment adapter notre assiette? Comment éviter les surcoûts pour les ménages à bas revenus?

On aurait pu avoir un débat sociétal constructif et cohérent sur un modèle agricole et alimentaire qui renonce aux pesticides. Mais on a eu une suite de reproches d'un camp à l'autre à la place d'un projet commun. Aussi parce qu'il n'y a pas eu de contre-projet.

Le clivage laissera-t-il des traces, dans le monde paysan et dans la politique agricole du futur? Inévitablement, car on a dépassé certaines bornes dans la violence des attaques pour décrédibiliser les adversaires. J'ai surtout l'impression que nous avons fait un grand pas en



JÉRÉMIE FORNEY
ANTHROPOLOGUE

«On aurait pu avoir, en tant que pays riche et innovant, des moyens pour jouer un rôle pionnier en construisant un modèle alternatif»

arrière dans le rapprochement politique entre l'écologie et l'agriculture qui s'est construit depuis les années 2000. Il reste beaucoup de choses à réparer mais j'espère que nous aurons l'intelligence de renouer le dialogue, hors politique partisane.

Il est dans notre intérêt commun d'avoir un débat transversal, qui replace l'agriculture dans un contexte plus large. Les

problèmes liés à l'érosion de la biodiversité ou à la santé dépassent les frontières suisses et ne sont en rien réglés après ces votations. Le vrai enjeu du futur est de construire un système alimentaire qui s'avère viable à long terme.

Dans le monde, on cherche des alternatives à un système intensif qui a montré ses limites. L'ONU a même salué la démarche suisse de vouloir interdire ces produits controversés. Est-on passé à côté d'une opportunité? Oui, dans le sens qu'on aurait eu, en tant que pays riche et innovant, des moyens pour jouer un rôle pionnier en construisant un modèle alternatif, avec des filets de sécurité nécessaires pour une telle expérience et sans mettre en danger la sécurité alimentaire. Même si la Suisse n'est vraiment pas le pire exemple d'utilisation massive de produits de synthèse, il y existe néanmoins une dépendance des modes de production et de consommation à ces produits, dans un système basé sur des prix bas et la surabondance, qui ne prend pas en compte les coûts environnementaux indirects.

L'interdiction des pesticides aurait pu faire basculer ce modèle, montrer les possibilités d'un changement de paradigme. Encore une fois, si on avait pu avoir une réflexion de fond et un projet commun. ■